L'apprentissage des savoir-faire locaux

Vecteur de développement socioéconomique local à Ghéris El-Ouloui (Maroc)

Mustapha KHIRI

Université Moulay Ismail, Maroc

https ://doi.org/10.17184/eac.7850

Résumé : L'objectif de cet article est d'essayer de doter les chômeurs et les élèves de l'enseignement scolaire des ksour de la commune de Ghéris El-Ouloui des connaissances adéquates en savoir-faire locaux relatifs à l'agriculture locale et la maçonnerie traditionnelle pour qu'ils puissent exercer des métiers locaux en manque de main-d'œuvre.

Pour ce faire, une enquête a été menée pour comprendre les tenants et les aboutissants de la problématique de l'emploi et de l'exploitation des terres agricoles dans la zone d'étude. L'étude a montré que pour assurer un bon apprentissage des savoir-faire locaux, le recours au parler tamazight local et l'arabe dialectal, comme langues d'enseignement, est inéluctable.

Mots-clés : savoir-faire locaux, apprentissage, le chômage, l'exploitation agricole, parler local.

Abstract : The target of this contribution is to try to provide the unemployed and the pupils of school education of the ksour of the commune of Ghéris El-Ouloui with adequate knowledge in local know-how relating to local agriculture and traditional masonry. so that they can take care of local trades in need of manpower.

To do this, a survey was conducted to understand the details of the issue of employment and the exploitation of agricultural land in the study area. The study showed that to ensure a good learning of local know-how, the use of local Tamazight speaking and dialectal Arabic, as languages of instruction, is inevitable.

Keywords : local know-how, learning, unemployment, farming, local language.

Introduction

Le Maroc connaît depuis vingt ans un important développement socioéconomique. Mais toutes les régions n'en bénéficient pas de manière égale. Le déséquilibre enregistré dans la répartition des projets structurants fait que des zones en profitent plus que d'autres.

Pire encore, les zones rurales sont à présent marginalisées et les investissements se concentrent, en particulier, dans les grandes villes. Les emplois qui y sont offerts requièrent en grande partie des connaissances enseignées et apprises dans les établissements de l'*éducation nationale* ou de la *formation professionnelle*.

Les jeunes sont attirés par les formations dispensées dans les villes et délaissent les savoir-faire locaux nécessaires au développement socio-économique local du monde rural. Cependant, beaucoup de jeunes ruraux, notamment ceux ayant un niveau d'étude modeste, perdent tout espoir de trouver un emploi dans les villes qui accusent aussi un taux de chômage élevé[1], et restent dans les campagnes mais sans aucune aptitude à exercer les activités rurales génératrices de revenus.

En effet, il est constaté que le monde rural au Maroc souffre de l'inadéquation entre les formations offertes aux jeunes et les compétences requises dans les emplois locaux, en particulier dans l'agriculture, l'élevage, la maçonnerie traditionnelle et l'artisanat.

La présente contribution s'inscrit dans la continuité des travaux de recherche que nous avons effectués[2] et entre dans le cadre des activités associatives que nous menons dans la zone d'étude sur la préservation et la mise en valeur des savoir-faire locaux[3]. Elle vise à proposer une approche territoriale pour la formation des jeunes ruraux aux métiers locaux dans la commune rurale de Ghéris El-Ouloui (Au sud-est du Maroc) dont les habitants sont amazighophones.

Dans le premier axe, nous exposerons le contexte de l'étude au niveau national et local. Dans le second axe, nous aborderons l'approche territoriale, la problématique et la démarche de l'étude.

1 Contexte de l'étude

Le système de l'enseignement au Maroc est très centralisé. Les programmes scolaires sont élaborés au niveau national par des commissions spécialisées. Les spécificités locales n'ont pas droit de cité dans ces programmes.

Dans les écoles, les enseignements sont assurés en langue arabe et en langue française. L'intégration de l'amazigh dans les écoles reste encore un chantier. Ceci nous amène à montrer la place de l'amazigh parmi les langues d'enseignement et les langues enseignées au Maroc.

1.1 Langues d'enseignement et langues enseignées au Maroc

L'arabe est la langue d'enseignement par excellence dans les établissements publics au Maroc et ce depuis 1980 avec le début de *l'arabisation* des matières scientifiques. Actuellement, et à partir de l'année scolaire 2013-2014, un parcours dit *international* est

[1] En 2021, le taux de chômage est de 16.% en milieu urbain (Source : Haut commissariat au Plan-Maroc).

[2] Mustapha Khiri (2022) ; Mustapha Khiri (2013a) ; Mustapha Khiri : Technolectes agricoles amazigh et arabe dans les ksour d'Errachidia (document non publié) ; Mustapha Khiri (2014).

[3] Organisation les 12 et 13 avril 2014 de la caravane des jeux par l'association Soussane (dont nous étions secrétaire général), sous le thème « *Jeux d'antan et jeux d'aujourd'hui…* » à l'école Abdellah Ibn Yassine, Ait Guettou, Ghéris El Ouloui, en collaboration avec l'association ATFAL (Rabat) et le Groupe Petite Enfance (Rabat) ; Animation (par nous-même) le 16 Mars 2014 d'une journée pour la revitalisation des jeux traditionnels du ksar Ait Guettou à Ghéris El-Ouloui en les faisant jouer aux enfants du ksar.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

crée ; les élèves qui y sont inscrits suivent, depuis le collège jusqu'au baccalauréat, les cours des matières scientifiques et techniques en langue française et obtiennent le baccalauréat marocain option français, communément appelé *Baccalauréat International Option Français (BIOF).*

Par ailleurs, le baccalauréat international, option anglais et le baccalauréat international, option espagnol, ont été lancés depuis 2014-2015. L'élève marocain, s'il désire éviter le parcours classique en arabe, peut choisir le parcours de baccalauréat qui lui convient (français, anglais ou espagnol). Toutefois, le parcours international en français est le seul disponible dans presque tous les lycées publics marocains.

Dans la formation professionnelle, - niveau qualification, en particulier- les enseignements sont officiellement dispensés en français. Les cours sont expliqués en arabe dialectal, mais écrits en français, ou dans un français approximatif ou transcrits carrément en caractères arabes.

S'agissant des langues enseignées au Maroc, la langue arabe est est au programme dans toutes les années scolaires depuis la première année primaire (CE1) jusqu'à la terminale, le français à partir du CE2 et l'anglais à partir de la 3^{e} année du collège et durant les trois années du lycée. Pour l'amazigh, il a été introduit dans l'école primaire, mais sa généralisation a accusé un retard flagrant.

Dans les écoles relevant de la zone d'étude, nous avons constaté que la matière appelée *langue amazighe* est supprimée des emplois de temps.

A présent, nous allons voir si le savoir-local est pris en charge dans les disciplines enseignées dans les cycles d'enseignement public marocain.

1.2 Disciplines enseignées au primaire

Le système d'enseignement marocain se compose de trois cycles : le primaire, le secondaire collégial, le secondaire qualifiant.

Dans l'enseignement primaire, les disciplines enseignées sont l'Éducation Islamique, la Langue Arabe, la Langue Française, l'Education Artistique et technique, l'Histoire-Géo, l'Education Civique, les Mathématiques, l'Education Physique et l'Éveil scientifique. La langue amazighe ne figure pas officiellement dans la liste des disciplines enseignées parce qu'elle n'est à présent qu'une matière optionnelle.[4]

Au collège, nous avons comme disciplines, la Langue Arabe, l'Education Islamique, l'Histoire – Géographie et l'Education Civique, le Français, les Mathématiques, les Sciences Naturelles, les Sciences physiques, l'Education Physique, l'Education plastique (non généralisée), la Culture Féminine et l'Initiation à la technologie (non généralisée), l'Education Musicale (non généralisée).[5]

[4] Royaume du Maroc, Ministère de l'Education Nationale du Préscolaire et des Sports : *Programmes & Horaires du Préscolaire et du Primaire*, https://www.men.gov.ma/Fr/Pages/Programmes-horaires-prescoprim.aspx (Consulté le 01-2-2022)

[5] *Ibid.*

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Le secondaire qualifiant (Lycée) se compose de trois sections[6] : « Les lettres modernes », « Les sciences expérimentales » et « Les sciences mathématiques »

Cependant les matières enseignées tant au collège qu'au lycée n'ont aucun trait ni aux affaires locales ni aux savoir-faire locaux.

Cette absence de contenus en rapport aux savoir-faire locaux est à déplorer également dans les programmes des filières de la formation professionnelle.

1.3 Offre de formation dans les établissements de formation professionnelle à Goulmima

Goulmima, chef lieu des communes qui dépendent du cercle administratif de même nom, dispose de deux Centres de Formation Professionnelle : Le centre de qualification professionnelle (CQP) et l'Institut Supérieur de Technologie Appliquée (ISTA).

Le centre de qualification professionnelle (CQP) de Goulmima offre des formations dans les filières suivantes : Ouvrier spécialisé en menuiserie aluminium, Mécanicien Général Polyvalent, Electricité de bâtiment, Plomberie, Menuiserie aluminium et bois. Ces centres acceptent les candidats ayant 30 ans au maximum et *« au minimum le niveau de la 3ème année de l'enseignement secondaire collégial » ou « le niveau de la 6ème année de l'enseignement primaire » (niveau spécialisation)*[7]

L'ISTA de Goulmima assure des formations dans les filières suivantes : Menuiserie ; Construction mécanique, Mécanique générale, Électricité en Bâtiment, Électricité d'entretien industriel, Electronique des systèmes Automatisés, Technicien en Maintenance et Support, Informatique et réseaux.[8]

Même les établissements de la formation professionnelle ne contiennent aucune filière qui assure des formations dans les savoir-faire locaux.

1.4 Problèmes liés à la non maitrise des langues d'enseignement

Il ne s'agit pas ici de donner les chiffres présentés dans les rapports nationaux et internationaux sur les difficultés de la maitrise des langues par les élèves marocains. Nous rapportons uniquement un extrait de la conclusion du Rapport analytique du Programme National d'Évaluation des Acquis des élèves de la 6e année primaire et 3e année secondaire collégiale (2021) qui stipule que les élèves de l'enseignement fondamental accusent « une faiblesse notoire au niveau des acquis […] à l'enseignement fondamental, à des degrés variés, en langues, en mathématiques et en sciences ».[9]

[6] Royaume du Maroc, Ministère de l'Education nationale du préscolaire et des sports : *Programmes & Horaires du Préscolaire et du Primaire,…*. Op. cit.

[7] Royaume du Maroc, OFPPT, *Conditions d'accès,* https://www.ofppt.ma/fr/conditions-dacces (Consulté le 20-2-2022).

[8] Royaume du Maroc, OFPPT, Institut Spécialisé de Technologie Appliquée Goulmima : Filières assurées à l'établissement, https://www.ofppt.ma/fr/etablissements/institut-specialise-de-technologie-appliquee-goulmima (Consulté le 20-2-2022)

[9] Royaume du Maroc, Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (2021) : Programme National d'Évaluation des Acquis des élèves de la 6e année primaire et 3e année secondaire collégiale : Rapport analytique (2019), https://www.csefrs.ma/wp-content/uploads/2021/11/Rapport-PNEA-2019-V-Fr.pdf, page 113 (Consulté le 01-2-2022)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

La non maitrise des langues d'enseignement a pour conséquence immédiate l'abandon scolaire. Le rapport PNEA (2021) confirme que la non maitrise des langues et des mathématiques « est de nature à engendrer des déperditions à travers l'abandon et le redoublement, impactant ainsi négativement la survie scolaire des jeunes ».[10]

En effet, l'abandon scolaire au Maroc enregistre des proportions alarmantes :« le chiffre exact, tel qu'il a été annoncé par le ministre lors d'une séance de questions orales au Parlement, est de 304.545 élèves qui ont quitté l'école avant la fin de leur cursus pendant l'année 2019-2020 ». [11]

1.5 Abandon scolaire, chômage et emploi dans la commune rurale de Ghéris El-Ouloui

Le taux d'abandon scolaire enregistré dans la commune rurale de Ghéris El-Ouloui est réparti comme suit : 5,3 % au niveau de la 6ème année primaire, 5,3 % au niveau de la 3e année du collège et 17,35 % au niveau de la 2e année du lycée.[12]

Quant aux taux de chômage selon les niveaux scolaires, le pourcentage des détenteurs des diplômes et certificats de l'enseignement fondamental s'élève à 14,1 %. Ils sont les plus touchés par le chômage et celui du niveau scolaire moyen est de 15,5 %.

En ce qui concerne, le taux de chômage selon les diplômes délivrés par les établissements de la formation professionnelle, le *Diplôme de qualification professionnelle* a atteint 23 %, et le chômage parmi ceux qui ont obtenu le *Certificat spécialisé professionnel* accuse un taux de 28,4 %.

Par ailleurs, les secteurs qui recrutent le plus à Ghéris El-Ouloui sont l'agriculture avec un taux de 45 % en première place, et l'artisanat avec 20 % en deuxième position.[13]

Malgré les chiffres inquiétants concernant les taux de décrochage scolaire et du chômage dans notre zone d'étude, une petite lumière jaillit : l'agriculture et l'artisanat sont les deux secteurs qui pourvoient le plus d'emplois. Quels sont les métiers ruraux les moins pourvus dans les ksour[14] de Ghéris El-Ouloui ?

1.6 Les métiers locaux à Ghéris El-Ouloui

Nous ne disposons pas d'un répertoire officiel des métiers ruraux nécessaires au développement socioéconomique local. Nous dressons une liste non exhaustive des métiers locaux comme suit : des laboureurs, des niveleurs de labour ; des semenciers (celui qui sème les grains), des grimpeurs des palmiers dattiers (qui s'occupent du nettoyage, de la pollinisation des dattiers, et de la cueillette des dattes), des grimpeurs des arbres

[10] *Ibid.*

[11] Amyne Asmlal (2021), Abandon scolaire : 300.000 élèves ont décroché l'année dernière, *Le 360.ma*, le 20/01/2021, https://fr.le360.ma/societe/abandon-scolaire-300000-eleves-ont-decroche-lannee-derniere-231844 (Consulté le 20-1-2022)

[12] Royaume du Maroc, Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Instance Nationale d'Évaluation (2019) : *Atlas Territorial de l'abandon scolaire, Analyse des parcours de la cohorte 2014-2018 et cartographie communale*, Rabat

[13] *La Chambre d'agriculture de la région de Drâa-Tafilalet 2021*

[14] Pluriel de « ksar », village des régions du sud-est du Maroc. La commune rurale de Ghéris El-Ouloui est composée de plusieurs ksour. Les habitants des ksour sont des ksouriens.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

fruitiers (notamment des oliviers) ; des apiculteurs, des éleveurs, des irrigateurs « ouvrier agricole chargé d'irriguer les parcelles agricoles », des maçons et des artisans.

Le contexte de l'étude a mis en exergue une situation de précarité de l'emploi et le faible rendement scolaire des élèves à Ghéris El-Ouloui. Dans le second axe, nous présentons le cadre de l'étude à savoir l'approche territoriale, la problématique et la démarche méthodologique de ce travail.

2 L'approche territoriale

L'approche territoriale se fonde sur la mobilisation des ressources et des moyens du terroir par des agents locaux en vue de réaliser un développement socioéconomique local qui bénéficiera à l'ensemble de la population. Le but de l'approche en général est de contrer l'expansion de la mondialisation qui a mis en péril les particularités socioéconomiques et culturelles des micro communautés vivant dans des territoires socialement et ethniquement plus ou moins homogènes. « L'approche territoriale met l'accent sur le territoire avec ses spécificités et ressources afin d'entamer un processus de développement plutôt « par le bas » impliquant les acteurs locaux. »[15]

Pour réaliser le développement socioéconomique, les études reposant sur l'approche territoriale s'appuient sur les savoir-faire locaux, les ressources locales, la participation des habitants de la localité et le rendement économique local.

Toutefois, un élément essentiel dans le développement local est souvent oublié. Il s'agit de l'emploi du parler local dans l'apprentissage et la formation des jeunes et des enfants.

Le traitement de l'apprentissage des savoir-faire locaux à Ghéris El-Ouloui s'est réalisé ici selon l'approche territoriale dans la mesure où l'objectif principal est de participer au développement socioéconomique en exploitant les moyens et les ressources internes de la zone d'étude.

Notre approche se veut donc territoriale parce que d'abord l'étude a concerné une localité bien délimitée, ensuite le problème socioéconomique abordé réunit des acteurs locaux : les jeunes chômeurs d'une part, et les propriétaires et les gérants des parcelles de terre d'autre part. Enfin la solution proposée fait appel aux moyens locaux, en particulier au parler local.

2.1 Problématique, hypothèses et démarche méthodologique

2.1.1 Problématique

La problématique de l'instauration d'une adéquation entre les besoins du petit marché d'emploi local et les compétences des jeunes ruraux dans la commune de Ghéris El-Ouloui appelle les interrogations suivantes :

Pourquoi les jeunes chômeurs non diplômés du monde rural, notamment ceux ayant un niveau scolaire moyen (noté NSM), tournent le dos aux travaux agricoles, de maçonnerie et de l'artisanat local ?

[15] Youssef Tachfine (2020)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Comment répondre aux besoins de l'agriculture locale, de la maçonnerie traditionnelle et de l'artisanat local en main-d'œuvre qualifiée en vue de garantir une bonne productivité agricole locale et une attraction touristique par la promotion du patrimoine local (ksour et artisanat) dans le but d'assurer un développement local durable ?

Comment peut-on initier les jeunes et les enfants aux métiers ruraux ? et dans quelle langue ?

2.1.2 Hypothèses

Pour essayer de répondre à ces questions, nous émettons les hypothèses suivantes :

- Les jeunes chômeurs ayant un niveau scolaire moyen se détournent des métiers locaux (l'agriculture, la maçonnerie, l'artisanat) parce qu'ils les considèrent comme des métiers socialement dévalorisés et dévalorisants.

- Pour transmettre les savoir-faire relatifs aux domaines de l'agriculture, de la maçonnerie et de l'artisanat local, nous proposons d'élaborer des technolectes particuliers à chaque domaine et de les mettre à la disposition des enseignants et des apprenants. Leila Messaoudi définit le technolecte comme « un savoir-dire, écrit ou oral, verbalisant, par tout procédé linguistique adéquat, un savoir ou un savoir-faire, dans un domaine spécialisé »[16].

- Le tamazight, langue maternelle des élèves de la zone d'étude, ne serait-elle pas l'outil le plus adéquat pour l'enseignement et l'apprentissage des savoirs techniques locaux ?

2.1.3 Démarche méthodologique

La méthodologie adoptée est l'étude d'un cas bien précis, en l'occurrence celui de la formation des jeunes et des enfants ruraux aux métiers locaux et en parler amazigh local. La démarche choisie est constructive et qualitative dans la mesure où l'objectif de cette recherche est de proposer un dispositif à même de doter les chômeurs et les élèves de l'enseignement scolaire des ksour de la commune de Ghéris El-Ouloui de connaissances adéquates en savoir-faire locaux relatifs à l'agriculture locale et la maçonnerie traditionnelle pour qu'ils puissent exercer des métiers locaux en manque de main-d'œuvre.

Pour réaliser notre étude, nous avons adopté la méthode de recherche suivante en trois étapes :

- Présentation de la zone d'étude,
- Outils et méthode de la collecte des données,
- Analyse et résultats de l'étude.

[16] Leila Messaoudi (2010), « Langue spécialisée et technolecte : quelles relations ? » dans : Le parcours du sens : d'une langue à l'autre — mélanges offerts à André Clas *Meta* volume 55, issue 1, p. 127–135

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

2.1.3.1 Présentation de la zone d'étude

Ghéris El-Oulouï est une commune rurale dépendant du cercle administratif de Goulmima. Elle se situe dans la région de Draa-Tafilalet dont le chef lieu est la ville d'Errachidia.



Fig. 1 : Situation de la région de Draa- Tafilalet

« La région Drâa-Tafilalet représente 12,5 % du territoire national. Elle est limitée dans le nord par les régions Fès-Meknès et Béni Mellal-Khénifra, à l'Est on trouve la région de l'Oriental et l'Algérie, quant à l'Ouest la région est bordée par la région de Marrakech-Safi et la région de Souss-Massa et par l'Algérie au sud. Sur le plan organisation administrative la région Drâa-Tafilalet compte cinq provinces : la province d'Errachidia considérée le chef-lieu de la région, la province de Tinghir, la province de Midelt, la province d'Ouarzazate et la province de Zagora ».[17]

Goulmima dont dépend la zone d'étude –Ghéris EL-Oulouï- fait partie des cercles administratifs de la province d'Errachidia.

Goulmima se situe au sud-ouest de la province d'Errachidia. Elle regroupe une commune urbaine (municipalité) Goulmima, chef lieu du cercle administratif, et quatre communes rurales qui sont Amellagou, Ghéris El-Oulouï, Ghéris Es-soufli et Tadighoust.

[17] Royaume du Maroc, Haut Commissariat au Plan, Direction Régionale de Draa-Tafilalet (2016) : *Monographie Régionale*

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

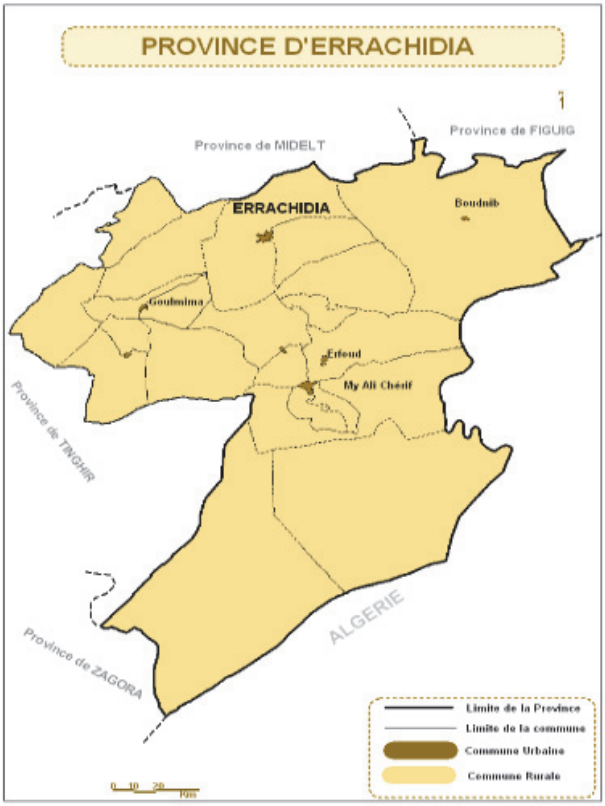


Fig. 2 : Découpage administratif de la province d'Errachidia : Situation de Goulmima.

La commune rurale de Ghéris El-Ouloui s'étend sur une superficie de 275 km2. Elle est composée de plusieurs ksour.

La population de Ghéris El-Ouloui s'élève à quelques 10 600 habitants dont la majorité exerce dans l'agriculture locale. Les activités qui offrent des opportunités d'emploi sont l'agriculture, l'élevage, l'agro-transformation (huile, pâtes des dattes), la maçonnerie, la restauration du bâtiment ancien et l'artisanat.

La commune de Ghéris El-Ouloui compte quatre établissements d'enseignement et de formation, plusieurs locaux de l'enseignement préscolaire, sept écoles primaires, un seul collège.

2.1.3.2 Outils et méthodes de la collecte des données

L'enquête s'est déroulée pendant des périodes espacées pendant les mois 6, 7 et 9 de 2021. Elle a concerné 154 personnes (âgées entre 10 et 70 ans) dont 30 élèves, 24 enseignants, 40 Propriétaires / gérants des parcelles de terre et 60 jeunes chômeurs qui ont un niveau scolaire moyen (NSM).

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

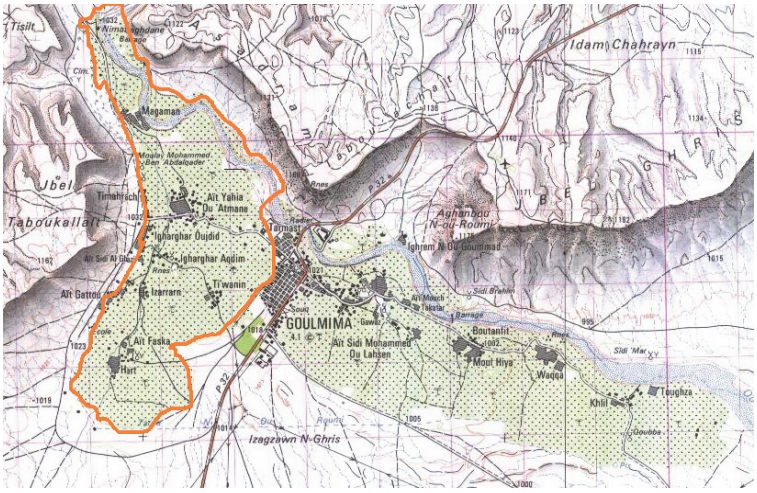


Fig. 3 : Carte de Ghéris El-Ouloui (Google map) La commune de Ghéris El-Ouloui délimitée en rouge

Informateur	Nombre de locuteurs	Taux
Enseignant	24	15,58 %
Elève	30	19,48 %
Chômeur niveau scolaire moyen (NSM)	60	38,96 %
Propriétaire/ gérant de parcelles de terre	40	26,67 %

Tab. 1 : L'enquête selon la catégorie des enquêtés

Il est important de souligner que les participants à l'enquête sont à 85 % tous originaires et résidents des ksour de Ghéris El Ouloui et les 15 % restant habitent dans d'autres zones de Goulmima, en dehors de Ghéris El-Ouloui. Ils parlent tous le parler amazigh local avec ses variétés. Les enseignants au nombre de 24 sont issus de la Formation professionnelle (huit enseignants), du cycle primaire (six enseignants) et du collège (six enseignants). Le cycle secondaire qualifiant est représenté par quatre enseignants. Il est aussi utile de préciser que quelques enseignants sont également des propriétaires des terres.

Les filles et les femmes sont représentées dans l'échantillon. La rubrique « chômeur (NSM) » *contient 19 filles, c'est-à-dire près de 13 % des participants. La rubrique* « Propriétaire/ gérant de parcelles de terre » comprend 11 femmes, ce qui équivaut à plus de 7 % de l'échantillon). Le nombre de filles parmi les élèves est au nombre de 16 contre 14 garçons. Parmi les enseignants, les femmes sont au nombre de 10 sur 24 enseignants. Le taux de femmes et de filles s'élève en définitif à environ 42 % des participants à l'enquête.

Quant au niveau de scolarisation des informateurs, nous indiquons que les enseignants ont un niveau bac+1 au minimum. Les chômeurs ont atteint le collège. Le niveau des

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

élèves est réparti comme suit : 09 ont fait l'école primaire, 13 le collège et huit le lycée. La catégorie « propriétaire/gérant » comprend 18 personnes analphabètes.

Enfin, il faut signaler que l'enquête est réalisée par nous-même et que les questions ont été adressées en parler amazigh local. Les échanges ainsi que les commentaires se sont passés dans cette même langue.

Afin de gérer convenablement l'enquête sur le terrain, nous avons constitué un questionnaire avec seulement cinq questions. Les deux premières questions sont ouvertes et les trois autres sont à choix multiples. Aux deux premières questions, les informateurs ont donné plusieurs réponses. Pour des raisons méthodologiques, nous leur avons demandé à la fin de l'entretien de choisir une seule raison qu'ils considèrent comme étant la plus significative.

Question n° 1 : Pourquoi les jeunes chômeurs (Niveau scolaire moyen) méprisent-ils les métiers locaux ?

Question n° 2 : Pourquoi faut-il transmettre et préserver les savoir-faire locaux ?

Question n° 3 : Dans quelle langue enseignér les savoirs locaux liés aux métiers locaux ?

☐ Arabe standard
☐ Français
☐ Tamazight
☐ Arabe dialectal
☐ Combinaison arabe-français
☐ Combinaison tamazight- arabe dialectal
☐ Autre à préciser : ……..

Question 4 : Dans quel cycle insérer l'apprentissage des savoir-faire locaux ?

☐ Cycle primaire
☐ Cycle secondaire collégial (collège)
☐ Cycle secondaire qualifiant (lycée)
☐ Etablissement de formation professionnelle

Question n° 5 : Quelle formule proposez-vous pour la transmission des savoir-faire locaux ?

☐ Matière à part entière parmi le programme enseigné
☐ Branche à part entière
☐ l'intégrer dans d'autres matières
☐ Ateliers
☐ Autre à préciser : ……..

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

2.1.3.3 Analyse et résultats de l'étude

Nous allons ici rapporter, rubrique par rubrique, les résultats de l'enquête réalisée et tenter de les interpréter.

Dans la zone d'étude, le taux de chômage des jeunes est élevé. Pourtant, nous avons constaté que les propriétaires et les gérants de terres agricoles éprouvent des difficultés à trouver des journaliers agricoles tout en sachant que les opérations agricoles sont à effectuer dans des périodes bien déterminées de l'année et suivent un calendrier agricole bien établi. Ce qui rend pénible la tâche de trouver un bon journalier au moment désiré.

Les propriétaires et les gérants des terres agricoles sollicitent ces jeunes inactifs, mais ces derniers manifestent une indifférence totale, c'est le moins que l'on puisse dire.

Question n° 1 : Pourquoi les jeunes chômeurs (NSM) méprisent les métiers locaux ?

Réponses des répondants	Taux de participants ayant répondu
Solidarité familiale	50 %
Surcharge horaire scolaire des enfants	28 %
Dévalorisation des métiers de l'agriculture et de la maçonnerie traditionnelle	17 %
Rêve d'émigration en Europe	5 %

Tab. 2 : Les causes du mépris des métiers locaux

En fait, le phénomène des jeunes inactifs qui vivent dans un chômage endémique et qui répugnent aux travaux locaux de la terre (agriculture et maçonnerie traditionnelle) est bien perceptible dans la zone d'étude.

Les facteurs de cette indifférence sont multiples. Environ 50 % des informateurs (les enseignants, les propriétaires/gérants et quelques chômeurs) pointent du doigt en premier lieu l'esprit de solidarité qui règne dans la région et qui fait que « des ksouriens âgés de plus de 20 ans vieillissent auprès de leurs mères qui les entretiennent avec l'argent que les autres membres de la fratrie envoient au bled[18]. » répond un propriétaire âgé de 63 ans. Un autre locuteur âgé, avance sous l'effet de la colère : « ces jeunes ne désirent ni se marier ni avoir des enfants parce qu'ils ne sont pas des *hommes* tout court puisqu'ils vivent encore aux dépends de leurs vieux parents ».

Les locuteurs, qui sont de cet avis, voient que les jeunes inactifs ne sont pas obligés de se rendre utiles ni au bled ni ailleurs parce qu'ils n'ont pas besoin de travailler pour vivre.

Par ailleurs, une autre catégorie des enquêtés qui correspond à 28 % de l'échantillon considère que l'assiduité à l'école et les devoirs à la maison occupent beaucoup les enfants qui n'ont plus le temps d'aider les ainés dans les travaux locaux, et en particulier dans l'agriculture. D'autres, en particulier les enseignants, considèrent que les programmes scolaires sont trop chargés et n'ont aucun rapport avec la vie locale, ce qui ne permet pas d'initier les enfants aux savoir-faire locaux. Une locutrice âgée a répondu que, dans ce cas, « l'école n'instruit pas, elle gâte ».

[18] Mot en arabe dialectal qui signifie « Terroir natal »

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Effectivement, l'école s'isole de son environnement immédiat malgré la volonté des décideurs d'en faire le levier du développement local. L'école a, en quelque sorte, encouragé le mépris par les enfants ksouriens des savoir-faire locaux, en donnant plus d'importance à des savoirs académiques qui n'ont souvent aucun lien avec le vécu local. La décision du ministère de l'Education nationale de dédier aux programmes scolaires régionaux et locaux une marge à hauteur de 30 % parmi les programmes scolaires enseignés n'est pas encore appliquée à bon escient.

Un autre facteur qui fait que les jeunes ruraux inactifs dédaignent les travaux locaux est lié à une certaine mentalité qui règne dans la région. Quelque 17 % des informateurs pensent que les jeunes ksouriens considèrent les métiers de la terre (l'agriculture et la maçonnerie traditionnelle) comme étant des métiers faiblement rémunérés et physiquement rudes et ceux qui les pratiquent sont sous-valorisés par rapport à ceux qui exercent des métiers plus convoités comme le fonctionnariat et le commerce.

C'est pour cette raison que les métiers de l'agriculture sont vus, par un grand pan de la société ksourienne, comme étant des métiers des gens du bas de l'échelle sociale.

Le dernier facteur expliquant le non intérêt des jeunes ksouriens aux métiers de la terre est leur rêve inlassable d'émigrer en Europe. En attendant, ces jeunes inactifs restent oisifs. Les locuteurs ayant donné cette explication (5 % de l'échantillon) considèrent que « ce rêve n'est qu'un faux-fuyant pour éviter les activités agricoles ».

Vue de près, la situation sur le terrain montre que les jeunes ne disposent pas d'un savoir-faire adéquat leur permettant d'affronter avec assurance les activités agricoles. C'est vrai que tous les facteurs précités ont participé à différents degrés au mépris des jeunes pour l'agriculture et de la maçonnerie traditionnelle, mais il faut reconnaitre également que ces jeunes n'ont en général que quelques connaissances approximatives des savoir-faire locaux. Que faire alors dans ce cas ?

Les enquêtés ont exprimé leur souhait d'œuvrer en vue de transmettre et de préserver les savoir-faire locaux. Ce qui nous conduit à la deuxième question.

Question n° 2 : Mais pourquoi faut-il transmettre et préserver les savoir-faire locaux ?

Réponses des répondants	Taux de participants ayant répondu
Constitution d'un vivier d'ouvriers agricoles	29 %
Création des emplois décents aux jeunes ayant abandonné les études	22 %
Réhabilitation des bâtiments anciens et à la construction des maisons à l'ancienne	10 %
Opposition à la transmission des savoir-faire locaux	35 %
Résurrection de l'artisanat local	4 %

Tab. 3 : Les raisons de la transmission et la préservation des savoir-faire locaux

Le chiffre le plus frappant présenté dans ce tableau est l'opposition d'environ 35 % des participants à l'enquête à toute transmission des savoir-faire locaux. Ce taux correspond à quelques 54 personnes (plus d'un tiers des enquêtés) issues en gros de deux catégories : les chômeurs et les élèves. Six femmes et trois enseignants de la formation professionnelle sont aussi contre l'apprentissage de ces métiers locaux qu'ils

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

jugent archaïques et prônent l'orientation des jeunes vers des métiers moins durs et plus modernes.

Nous avons pensé à écarter les réponses de cette catégorie pour la suite de l'analyse puisqu'ils ne sont pas très favorables à l'idée de transmettre les savoir-faire locaux ; ils ne se soucieraient pas sérieusement de la manière de les transmettre. Mais nous avons constaté qu'ils n'ont pas hésité à réagir aux autres questions et à commenter le sujet, objet de cette étude.

Néanmoins, environ 65 % des locuteurs sont convaincus de l'utilité de transmettre et de préserver les savoir-faire locaux aux générations à venir pour bien de raisons.

A peu près 29 % des informateurs – pour la plupart des propriétaires/ gérants des terres agricoles- estiment que la maitrise des savoir-faire locaux permettra « la constitution d'un vivier d'ouvriers agricoles » afin de fournir la main-d'œuvre qualifiée à l'agriculture, principale activité économique locale.

La raison « créer des opportunités d'emploi au profit des jeunes ayant abandonné les études » est proposée en premier lieu par près de 22 % des participants à l'enquête, essentiellement par une grande partie des enseignants et des femmes. Le taux moins élevé enregistré par « la création des emplois » s'explique par la résistance des chômeurs eux-mêmes à l'idée de la pérennisation des savoir-faire locaux.

Par ailleurs, un pourcentage infime qui représente 10 % des participants à l'enquête a répondu en premier lieu que l'objectif de l'apprentissage des savoir-faire locaux est de doter les jeunes de compétences nécessaires pour la « *réhabilitation des bâtiments anciens et la construction des maisons à l'ancienne* ».

Environ 4 % des locuteurs avancent que l'intérêt pour les savoir-faire peut contribuer à « *la résurrection de l'artisanat local* ». Ce taux très faible prouve qu'il y a comme un sentiment de désespoir quant à une éventuelle revitalisation de l'artisanat local constituée principalement jadis par la poterie et le tissage.

La maçonnerie traditionnelle et les produits artisanaux ne sont sollicités que dans les rares projets des maisons d'hôtes. Ce qui explique la faible demande en maçons des constructions traditionnelles et en artisans.

Il appert donc d'après l'enquête que les savoir-faire locaux sont en fait menacés de disparition puisque la résistance à leur transmission est affichée par plus d'un tiers des enquêtés, en particulier par les jeunes, et qui sont de surcroît chômeurs dont l'état d'inactivité est préoccupant.

Cependant, l'apprentissage des savoir-faire locaux est primordial pour le développement socioéconomique des localités ksouriennes. Le faire dans quelle langue ?

Question 3 : Dans quelle langue enseigner les savoir-faire liés aux métiers locaux ? (Question fermée à choix multiples.)

Au sujet de la langue à adopter pour l'apprentissage des savoir-faire locaux, le verdict des participants à l'enquête est sans appel, le choix du tamazight local a pris le dessus

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Réponses des répondants	Taux de participants ayant répondu
Arabe standard	0
Français	0
Tamazight local	57 %
Arabe dialectal	0
Combinaison arabe/français	0
Combinaison tamazight local- arabe dialectal	43 %
Autre à préciser……	0

Tab. 4 : Langue choisie pour l'apprentissage des savoir-faire locaux

sur les autres options avec 57 % des réponses. Le tandem « *tamazight local- arabe dialectal* » est coché par 43 % des participants.

Dans une étude précédente sur la transmission et la sauvegarde des savoir-faire locaux (comme patrimoine immatériel) par leur intégration dans les programmes scolaires que nous avons effectuée dans la même zone d'étude, la majorité des informateurs ont désigné le tamazight local comme le seul parler à utiliser dans l'enseignement/apprentissage de ces savoir-faire locaux ; les autres options linguistiques ont affiché un résultat négatif. [19]

Cela veut dire que les répondants jugent que l'apprentissage efficace des savoir-faire ne peut s'accomplir qu'avec le tamazigh local, langue maternelle des habitants de Ghéris El-Ouloui.

Le choix sans équivoque des enquêtés d'enseigner le savoir-faire local en langue maternelle des apprenants corrobore parfaitement la recommandation de l'Unesco qui dit dès 1 950 que « Le meilleur véhicule de l'enseignement est la langue maternelle de l'élève »[20].

Les raisons pour lesquelles les locuteurs ont élu la langue maternelle comme outil d'apprentissage des savoir-faire locaux correspondent globalement à celles exposées par l'Unesco pour l'enseignement à l'école :

- « Les élèves apprennent mieux dans leur langue maternelle. »
- « Les élèves obtiennent de bons résultats. »
- « Les élèves sont nombreux à fréquenter l'école. »
- « Les parents communiquent facilement avec les enseignants. »
- « Les parents accompagnent leurs enfants dans la réalisation de leurs devoirs. »

Dans notre cas, les parents qui exercent l'agriculture peuvent former sur le tas les élèves aux travaux agricoles proprement dits.

Les participants à l'enquête ont en majorité opté pour l'apprentissage des savoir-faire locaux en parler tamazight maternel. Mais dans quel cycle de formation le faire ?

[19] Mustapha Khiri (2022)

[20] Unesco : *Le Courrier de l'UNESCO* : Plusieurs voix, un seul monde, La langue maternelle à l'école, c'est crucial, https://fr.unesco.org/courier/supplement-numerique/langue-maternelle-ecole-c-est-crucial (Consulté le 15-3-2022)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Question 4 :Dans quel cycle de formation insérer l'apprentissage des savoir-faire locaux ?

☐ Cycle primaire
☐ Cycle secondaire collégial (collège)
☐ Cycle secondaire qualifiant (lycée)
☐ Formation professionnelle

Réponses des répondants	Taux de participants ayant répondu
Formation professionnelle (Niveau Qualification)	23 %
Formation professionnelle (Niveau Technicien)	11,25 %
Cycle secondaire collégial (Collège)	14 %
Cycle secondaire qualifiant (Lycée)	7,5 %
Cycle primaire	6 %

Tab. 5 : Insertion des savoir-faire locaux dans les systèmes formels de l'apprentissage

Les participants à l'enquête sont convaincus de la nécessité d'œuvrer pour la préservation et l'apprentissage des savoir-faire locaux. Puisque l'apprentissage sur le tas, de père en fils est interrompu en particulier parce que les enfants et les jeunes sont pris par les études, il ne reste qu'à trouver un autre moyen pour assurer le transfert des savoirs techniques ancestraux.

L'enquête a proposé deux voies officielles de formation : les établissements de formation professionnelle et les établissements scolaires. Le questionnaire a proposé quatre choix : la formation professionnelle et les trois cycles de l'enseignement scolaire. Le déroulement de l'enquête a imposé la distinction de deux niveaux de formation professionnelle : le *Niveau Qualification et* le *Niveau Technicien*[21]

L'enquête a montré qu'environ 23 % des enquêtés jugent que les centres de formation professionnelle (niveau qualification) sont les lieux appropriés à l'apprentissage des savoir-faire au regard de leur mission principale dans la formation des jeunes précocement éjectés du système scolaire. Alors qu'environ 19 % des informateurs considèrent que l'apprentissage, s'il est opéré au cycle collégial de l'enseignement, bénéficiera à un plus large public d'enfants.

La catégorie qui qui opte majoritairement pour le choix des centres de formation est composée des enseignants et des chômeurs (NSM), par ailleurs les parents et les élèves sont pour l'instauration de cet apprentissage tout au long des années du collège.

Les autres choix proposés dans le questionnaire n'ont obtenu que la faveur d'un faible nombre d'enquêtés. Seuls 6 % ont opté pour le primaire, quelques 7 % pour le secondaire qualifiant et environ 11 % pour le *Niveau technicien* de la formation professionnelle.

[21] Niveau Qualification (Condition d'accès : *« Avoir au minimum le niveau de la 3ème année de l'enseignement secondaire collégial ou être titulaire d'un diplôme de spécialisation reconnu par les pouvoirs publics. Etre âgé de 30 ans au maximum »*, https://www.ofppt.ma/fr/conditions-dacces.)\\- Niveau Technicien (Conditions d'accès : « *Avoir 30 ans au maximum au 1er septembre 2021 ; Avoir achevé la 2e année du Baccalauréat ; Ou Avoir le diplôme du niveau Qualification (Système des passerelles)* », https://www.ofppt.ma/fr/conditions-dacces.).

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

L'idée de la majorité des enquêtés est que l'apprentissage des savoir-faire locaux, en particulier agricoles, nécessite une certaine force physique qui n'est pas encore développée chez les élèves du primaire, alors que le refus de choisir le « *Niveau technicien* » et le « *secondaire qualifiant* » s'explique par le fait que les enquêtés voient que les élèves une fois arrivés à ces deux niveaux aspirent d'abord à obtenir le baccalauréat et s'orienter ensuite vers d'autres métiers mieux rémunérés et plus valorisants que l'agriculture et la maçonnerie traditionnelle.

Par conséquent, nous pouvons affirmer que les enquêtés ont opté pour deux niveaux d'apprentissage des savoir-faire locaux : « *Niveau qualification* » en premier lieu pour la formation professionnelle, et « *le secondaire collégial* » en second lieu pour l'enseignement scolaire.

Ceci nous conduit à la dernière question du questionnaire.

Question n° 5 : Quelle formule proposez-vous pour la transmission des savoir-faire locaux ?

☐ Matière à part entière parmi le programme enseigné

☐ Filière à part entière dans la formation professionnelle

☐ L'intégrer dans d'autres matières,

☐ Atelier

☐ Autre : à préciser ……

Réponses des répondants	Taux de participants ayant répondu
Matière à part entière parmi le programme enseigné	25 %
Filière à part entière dans la formation professionnelle	47 %
l'intégrer dans d'autres matières	8 %
Ateliers	6 %
Autre	14 %

Tab. 6 : Formules proposées pour l'apprentissage des savoir-faire locaux

Les réponses des enquêtés sont en partie prévisibles puisque les 23 % et les 11 % parmi eux qui ont choisi d'intégrer l'apprentissage des savoir-faire locaux respectivement dans les centres de formation -*Niveau Qualification*- et –*Niveau Technicien*- (Question 4) sont pour la création d'une filière agricole et une autre filière de la maçonnerie traditionnelle. Cet avis est consolidé aussi par 47 % du reste des locuteurs.

La création des filières professionnelles dédiées à l'apprentissage des savoir-faire locaux est donc l'option sélectionnée par la majorité des participants à l'enquête.

Quant à la formule à adopter pour l'insertion de l'apprentissage des savoir-faire locaux dans les cycles de l'enseignement scolaire, les avis sont controversés. Il faut préciser que plusieurs informateurs n'ont pas donné de réponses à cette question, en particulier les propriétaires/gérants illettrés ainsi qu'une grande partie des chômeurs (NSM), ils sont de l'ordre de 14 % et leur opinion est versée dans la rubrique « *autre* ». Ils ont jugé qu'il appartient aux enseignants de se pencher sur cette question.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Les réponses des enseignants et d'autres profils présents dans l'échantillon de l'enquête sont mitigées. Environ 25 % des enquêtés sont pour l'intégration des savoir-faire locaux dans le système scolaire comme *matière autonome* à raison de deux heures par semaine tout en insistant sur l'importance de la collaboration active sur le terrain des paysans et des maçons expérimentés dans les apprentissages destinés aux élèves.

Toutefois, les répondants se sont interrogés sur la conception du support de cette matière et sur la manière de l'enseigner.

Nous leur avons proposé l'usage de deux technolectes un pour chacun des deux métiers (l'agriculture et la maçonnerie traditionnelle) que nous avons élaborés en 2013[22]. Ces deux technolectes que nous essayons de revitaliser à travers nos recherches et nos activités associatives reposent sur un savoir-faire traditionnel local non périssable mais menacé de disparition.

Ces technolectes contiennent, en plus des définitions, des *unités technolectales*[23] *en arabe dialectal local, leur équivalent en tamazight local* et des descriptions du déroulement des opérations relatives à chaque métier.

Pour la préparation des séquences d'apprentissage et la répartition des séquences en séances, les enseignants ont, en tant qu'acteurs pédagogiques locaux, promis de les réaliser dès que les autorités chargées de l'Education nationale autoriseront l'apprentissage des savoir-faire locaux dans les établissements de l'enseignement scolaire.

Conclusion

La présente contribution constitue une réaction à une situation socioéconomique paradoxale constatée dans les ksour de la commune rurale de Ghéris El-Ouloui au Maroc. D'un coté, les jeunes qui ont abandonné prématurément les études vivent dans un état d'inactivité chronique, de l'autre côté des propriétaires et gérants des terres agricoles se plaignent de la rareté de la main d'œuvre agricole qualifiée.

Cet état de choses engendre une double perte économique conséquente. Les jeunes ne disposent d'aucun revenu, les propriétaires et les gérants sont dans l'obligation d'abandonner leurs activités agricoles. En fait, cette double perte constitue un manque à gagner qui se chiffre en milliers de dirhams[24].

L'objectif est donc de montrer comment on est arrivé à cette situation destructrice de la micro-économie locale et d'essayer de comprendre pourquoi les jeunes se détournent de l'agriculture et comment les ramener pour occuper les emplois offerts localement.

L'enquête a montré que les jeunes n'aiment pas pratiquer les travaux agricoles pour plusieurs causes, entre autres, le fait qu'ils sont dépourvus des savoir-faire locaux relatifs aux métiers de la terre, en particulier à l'agriculture. D'où la nécessité de transmettre ces savoir-faire locaux en vue de réaliser deux objectifs principaux « Constituer

[22] Mustapha Khiri (2013a) ; Mustapha Khiri : Technolectes agricoles amazigh …., *op, cit.*

[23] Leila Messaoudi (2004) précise qu'une unité technolectale peut être simple ou complexe (lexie complexe ou synapsie).

[24] Monnaie officielle du Maroc. Un dollar américain correspond habituellement à environ 10 dirhams.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

un vivier d'ouvriers agricoles » et « Créer des emplois décents aux jeunes ayant abandonné les études ».

En ce qui concerne les langues d'enseignement, les enquêtés ont choisi deux options : environ 57 % pour le tamazight local et près de 43 % pour le bilinguisme tamazight local-arabe dialectal. Une fois les idiomes de l'apprentissage fixés, les informateurs ont proposé que l'apprentissage des savoir-faire locaux se déroule principalement dans deux endroits : les centres de la formation professionnelle avec 23 % des réponses contre 14 % pour les établissements de l'enseignement secondaire collégial.

Pour les cycles d'apprentissage, les informateurs jugent qu'il est préférable de créer des filières autonomes de l'agriculture et de la maçonnerie traditionnelle dans les centres de formation professionnelle et d'intégrer les savoir-faire locaux comme matière autonome au collège.

Si les jeunes et les enfants arrivent à détenir les savoir-faire locaux, un double objectif sera atteint : sortir les jeunes du chômage et augmenter la production locale. Ce qui améliorera les conditions de vie des habitants de la commune de Ghéris-El-Ouloui classée parmi les communes les plus pauvres du Maroc selon plusieurs indicateurs socio-économiques nationaux.

Ceci dit, il faut admettre que le développement socioéconomique de la commune rurale du Ghéris El-Ouloui ne peut se réaliser uniquement avec la proposition de la sauvegarde et l'apprentissage des savoir-faire locaux, mais il faut surtout penser à une approche globale susceptible de développer les compétences des jeunes dans différents domaines allant de l'agriculture biologique à l'habitat écologique en passant par l'écotourisme, l'aménagement rural et la gestion de l'eau dans le cadre des partenariats multipartites unissant les départements ministériels, les services techniques locaux, les associations locales, les bailleurs de fonds et les instituts de recherche scientifiques.

Références bibliographiques

Asmlal, Amyne (2021), « Abandon scolaire : 300.000 élèves ont décroché l'année dernière », *Le 360.ma*, le 20/01/2021, https://fr.le360.ma/societe/abandon-scolaire-300000-eleves-ont-decroche-lannee-derniere-231844,consulté le 20-1-2022Amyne Asmlal (2021) : Abandon scolaire : 300.000 élèves ont décroché l'année dernière, *Le 360.ma*, le 20/01/2021, https://fr.le360.ma/societe/abandon-scolaire-300000-eleves-ont-decroche-lannee-derniere-231844, Consulté le 20-1-2022.

Coste, Daniel et Akkari, Abdeljalil (dir.), *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, 07 décembre 2015, « Les langues d'enseignement, un enjeu politique » (consulté le 01 juillet 2021). DOI : https://doi.org/10.4000/ries.4461

Khiri, Mustapha (2022), « Sauvegarde et transmission des savoir-faire locaux, Le cas de Ghéris El Ouloui – Goulmima – (Maroc) », *Revue Langues, cultures et sociétés*, volume 8, n° 1, juin, in https://revues.imist.ma/index.php/LCS/article/view/32050/17110 2022.

Khiri, Mustapha (2013a), Technolecte architectural et contact des langues dans les ksour arabophones d'Errachidia, in L. Messaoudi, H. El Amrani, H. Bendahman et T. Afkinich (dir.), *Technolectes, dictionnaires et terminologies*, Publications du Laboratoire Langage et Société CNRST- URAC 56, Impressions Rabatnet, p. 221-241

Messaoudi, Leila (2010), « Langue spécialisée et technolecte : quelles relations ? » dans *META* volume 55, issue 1 : Le parcours du sens : d'une langue à l'autre — mélanges offerts à André Clas , p. 127–135

Messaoudi, Leila (2004), « Les technolectes au Maroc. Fonctionnement et tendances d'évolution ». *Trames de langues : Usages et métissages linguistiques dans l'histoire du Maghreb*. Paris : Maisonneuve Larose, 455-468.

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406

Royaume du Maroc, Conseil Supérieur de l'Éducation, de la Formation et de la Recherche Scientifique, Instance Nationale d'Évaluation (2019) : *Atlas Territorial de l'abandon scolaire, Analyse des parcours de la cohorte 2014-2018 et cartographie communale*, Rabat

Royaume du Maroc, Conseil Supérieur de l'Education, de la Formation et de la Recherche Scientifique (2021) : *Programme National d'Évaluation des Acquis des élèves de la 6ème année primaire et 3ème année secondaire collégiale* : Rapport analytique (2019), https://www.csefrs.ma/wp-content/uploads/2021/11/Rapport-PNEA-2019-V-Fr.pdf, page 113, consulté le 01-2-2022

Royaume du Maroc, Haut Commissariat au Plan, Direction Régionale de Draa-Tafilalet (2016) : *Monographie Régionale*

Royaume du Maroc, Ministère de l'Education Nationale du Préscolaire et des Sports : *Programmes & Horaires du Préscolaire et du Primaire*, in https://www.men.gov.ma/Fr/Pages/Programmes-horaires-prescoprim.aspx (Consulté le 01-2-2022)

Royaume du Maroc, Ministère de l'Education Nationale du Préscolaire et des Sports : *Programmes & Horaires du Préscolaire et du Primaire*, https://www.men.gov.ma/Fr/Pages/Programmes-horaires-prescoprim.aspx (Consulté le 01-2-2022)

Tachfine, Youssef (2020), « L'approche en termes de développement territorial : Définitions, démarche et état des lieux de l'action publique au Maroc depuis deux décennies », *Revue Organisation et Territoires* n° *5*, Octobre 2020 ISSN :2508-9188, 17 p.

Unesco : *Le Courrier de l'UNESCO*, Plusieurs voix, un seul monde, La langue maternelle à l'école, c'est crucial, https://fr.unesco.org/courier/supplement-numerique/langue-maternelle-ecole-c-est-crucial (Consulté le 15-3-2022)

Published in : WERE, Vincent Otaba ; ZOUOGBO, Jean-Philippe (dir.), *Développement durable : Amplifier les langues. Valoriser les cultures. Impliquer les populations. Sustainable development : Promoting languages. Leveraging cultures. Working with populations*, Editions des archives contemporaines, ISBN : 9782813004406, doi : 10.17184/eac.9782813004406